

Ni apocalypse prédite par les marchands de peur politique, ni réalisation des promesses faites par les élites depuis 30 ans : l'Europe, qui en parle le mieux (... ou le moins mal) ?



Lors de l'introduction de l'euro, ses adversaires ont prédit une catastrophe économique. Elle n'a pas eu lieu. L'Union européenne connaît également une période de paix inédite. Quelles propositions pragmatiques permettraient d'améliorer le fonctionnement de la zone euro et de l'UE?

Avec Michel Ruimy
-------------------

Avec Maxime Tandonnet
--------------------------

**Atlantico.fr : Lors de l'introduction de l'euro, ses adversaires ont prédit une catastrophe économique. Force est de constater qu'elle n'a pas eu lieu. Que s'est-il passé concrètement ?**

**Michel Ruimy** : L'euro est aujourd'hui utilisé par près de 340 millions de citoyens appartenant à 19 pays. Si, vingt ans après sa mise en circulation, la monnaie unique est plébiscitée par une majorité de citoyens de la zone euro, tout est loin d'être parfait.

Du côté positif, l'euro a permis de stabiliser les prix et a, dans une certaine mesure, contribué à soutenir le pouvoir d'achat en contenant la hausse des prix. Selon la Banque de France, l'inflation aurait été diminuée de 3,7% en moyenne par l'adoption de l'euro. Quant à la suppression des frais et risques de change, elle a également simplifié la vie des entreprises et dopé le commerce intra-communautaire. Elle est aujourd'hui la deuxième monnaie la plus utilisée au monde derrière le dollar américain.

Plus récemment, l'euro a certainement amorti les effets de la crise économique de 2008 en évitant aux États membres une série de dévaluations. Plus précisément, la Banque centrale européenne, en garantissant la dette des États, a évité une fuite des capitaux. Les pays européens qui n'avaient pas adopté l'euro semblent avoir souffert plus que les autres de la crise.

Du côté négatif, il a failli être emporté, en 2012, par la crise de la dette souveraine qui menaçait le système bancaire de dislocation. A cet égard, la « crise grecque », qui a accentué les divisions entre partenaires européens, a souligné les faiblesses de la monnaie unique : manque de solidarité budgétaire européenne, profondes disparités entre les économies, absence d'un prêteur de dernier recours pour les États en difficultés...

Si depuis, les États ont consolidé l'union monétaire en renforçant la surveillance des banques et en instaurant le Mécanisme européen de stabilité pour contrer la spéculation, elle ne dispose toujours pas d'un budget propre pour investir et répondre aux défis économiques.

---

En définitive, la création de l'euro a eu, au plan macroéconomique, les coûts attendus pour les pays de la zone euro. Avec la disparition des politiques monétaires nationales, et l'absence de budget fédéral, les Etats-membres ont été incapables de corriger les chocs asymétriques. L'hétérogénéité au sein de la zone euro s'est donc accrue.

Au plan microéconomique, elle n'a pas eu les avantages attendus liés à la disparition du risque de change : la mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro a été faible et le marché unique n'a pas développé les échanges commerciaux entre les pays, ni permis l'apparition de grandes entreprises dans les secteurs stratégiques.

En outre, de manière plus spécifique, en relation avec l'inflation, les taux d'intérêt sont restés globalement bas voire très bas depuis le passage à la monnaie unique. Si les particuliers français ont pu s'endetter et investir en devenant propriétaires immobiliers pour un coût plus raisonnable, les épargnants ont vu leurs revenus financiers se réduire drastiquement.

### **Pour autant, la promesse d'un espace économique intégré pouvant résister à la concurrence chinoise et américaine ne semble pas avoir été tenue non plus. Selon vous, qu'est-ce qui dysfonctionne dans le fonctionnement économique de la zone euro ?**

**Michel Ruimy** : C'est l'histoire d'un long processus. Les pays ont commencé à s'unir par des accords sectoriels, sur le charbon, sur l'acier ou sur l'agriculture. Puis, ils ont adopté une politique commerciale unique vis-à-vis du reste du monde. Ensuite a été progressivement créé le Marché unique. Toutes ces étapes se sont déroulées sans entraves particulières. Mais les hommes politiques n'ont pas perçu à quel point l'euro allait créer deux cercles.

En effet, un pays européen hors zone euro, comme la Suède, est soumis à un faible niveau de discipline économique. Il n'a pas de contraintes concernant la gestion de ses finances publiques. Il lui revient, le cas échéant, de mettre en place des politiques correctrices.

En revanche, un pays qui a adopté l'euro a toutes sortes de contraintes : sur sa politique budgétaire, sur ses coûts de production et ses salaires car il ne peut plus dévaluer sa monnaie pour retrouver de la compétitivité.

Par exemple si la France et l'Italie n'étaient pas dans l'euro, mais seulement dans l'Union européenne, ils dévalueraient leurs monnaies pour faire face à leurs déficits de compétitivité. Or, comme ils ne peuvent le faire, ils doivent être disciplinés dans la formation des coûts salariaux, qui est une mesure beaucoup plus dure à expliquer aux populations.

Ainsi, ces hommes politiques n'ont pas perçu cette rupture majeure, qui a été d'autant moins bien accompagnée que les institutions sont mal faites. Elles ne distinguent pas les pays membres de la zone euro des autres. Et nous sommes arrivés à la situation présente : outre le poids des dettes accumulées, la divergence croissante des économies fait problème.

### **Quelles propositions pragmatiques permettraient d'améliorer le fonctionnement économique de la zone euro et de l'Union européenne plus largement ? Sont-elles portées par des forces politiques en Europe ? A l'inverse, quelles revendications, portées par certains partis, sont erronées ?**

**Michel Ruimy** : Tout économiste connaît les conditions de fonctionnement d'une union monétaire : une forte mobilité des capitaux, des mécanismes réduisant l'hétérogénéité entre les pays et des règles d'ajustement symétrique. Concrètement, ceci signifie que l'épargne des Allemands doit être investie dans le reste de l'Europe, les gouvernements cherchent à faire disparaître les déficits extérieurs et un budget fédéral est créé pour procéder à des transferts à destination des régions pauvres. Or, le problème est qu'on ne peut pas réaliser cette Europe idéale à un horizon raisonnable.

Dès lors, il y a deux approches possibles. La première est de croire à un avenir fédéraliste, avec un grand budget européen, des ressources propres, un ministre européen de l'Economie... Dans cette configuration, les contraintes sont moindres car l'Etat fédéral opère des redistributions des « régions riches » vers les zones les « plus pauvres ». Mais ce n'est pas de cette manière qu'a été conçue l'Europe. L'Allemagne rejette l'idée d'une Union des transferts.

La seconde consiste à accepter les contraintes. Dans une Union non fédérale, les Etats membres ont des budgets autonomes. Comme ceux-ci sont libellés en euro, des règles doivent être établies, ce qui nécessite, pour les pays, d'être économiquement compétitifs, d'être rigoureux au plan budgétaire...

Il n'en demeure pas moins qu'il faut qu'il y ait absolument une symétrie entre les règles indispensables au bon fonctionnement de la zone euro et la nécessité d'apporter quelque chose de tangible aux citoyens européens. Depuis une quinzaine d'années, nos dirigeants ont prôné, au nom de la compétitivité, une modération salariale, une déréglementation des marchés du travail et la réduction des déficits public et extérieur. Il faut que l'Europe rééquilibre la balance en suggérant, par exemple, une indemnisation européenne du chômage, un Erasmus technique, un revenu minimum européen, un plan européen de construction de logements sociaux...

Enfin, devant la diversité des situations nationales, une solution passerait, peut-être, par une lecture plus souple des traités pour les adapter à la réalité. Il faudrait passer d'un traité de Rome signé par six pays à une structure plus flexible où on n'imposera pas à tous les mêmes règles, les mêmes devoirs et les mêmes comportements. Il faudrait, au minimum, une séparation entre zone euro et Union européenne, en fonction des niveaux de vie.

### **Parmi ses objectifs politiques, l'Union Européenne avait pour volonté de promouvoir "la paix, la liberté et**

---

**les droits de l'Homme". Si les pays de l'Union Européenne n'ont effectivement pas connu de guerre interne depuis son instauration, quelle est le responsabilité de l'Europe dans cette réussite ? Quels autres facteurs sont à l'origine de cette période de paix inédite ?**

**Maxime Tandonnet :** L'Union européenne est le produit de la paix en Europe davantage que sa cause. Ses bases ont été fondées en 1957 avec le traité de Rome qui mettait en place la Communauté européenne tandis que l'Union européenne existe formellement depuis le traité de Maastricht de 1992. La paix en Europe lui est antérieure. L'apocalypse de 1939-1945, 50 millions de morts, les atrocités du nazisme puis la destruction de l'Allemagne ont servi de leçon aux Européens. L'équilibre du monde s'est trouvé bouleversé. En 1939, l'Europe était encore le continent dominant. Aujourd'hui, elle n'est qu'un acteur de la société internationale dominé par les géants que sont notamment les Etats-Unis et la Chine. Le climat général n'a plus rien à voir avec celui des années 1910 ou 1930 qui a conduit à l'apocalypse. Les haines nationalistes, la volonté de destruction, de conquête et d'anéantissement à l'intérieur de l'Europe ont disparu. La démocratie est désormais profondément implantée en Allemagne. On peut dire que l'Europe en tant qu'idéal ou valeur commune aux Européens se confond certes avec la paix retrouvée. En revanche, il me semble exagéré de penser que l'Union européenne en tant qu'institution, la Commission, le Parlement européen, le Conseil des ministres ou la Cour de Justice, les directives et les règlements, serait à l'origine de la paix en Europe. Celle-ci est beaucoup plus profonde, s'enracine dans l'histoire, la culture, la pensée européenne et surtout le souvenir atroce de l'apocalypse de 1939-1945. Ce n'est évidemment pas parce que le Royaume-Uni s'appête à quitter l'Union européenne, l'organisation bruxelloise, que des tensions militaires vont renaître en Europe. De fait, l'Europe en tant que civilisation dépasse le cadre de l'Union européenne.

**L'Union Européenne prétend également "défendre les intérêts de l'Union à l'étranger" et donc s'instaurer en tant que rempart face à la concurrence des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine. Pour autant, les 28 peinent à s'entendre pour présenter un front commun face aux superpuissances étrangères. Où en est cette ambition d'une Europe unie et protectrice ?**

**Maxime Tandonnet :** L'Europe en tant que communauté politique traverse probablement une crise extrêmement grave, bien plus dramatique que les difficultés de fonctionnement institutionnelles qui lui sont parfois reprochées tenant à la lourdeur de ses institutions. En 2003, au moment de l'intervention américaine en Irak, elle s'était déchirée en deux blocs : France et Allemagne, alliée à la Russie, qui s'y opposaient, Royaume-Uni, Italie, Espagne et pays de l'Est qui la soutenaient. Les faits, le chaos irakien et l'explosion du Moyen-Orient, ont donné raison aux trois alliés sur ce dossier. Mais aujourd'hui, la situation ne semble pas meilleure. On ne peut même plus parler de deux blocs mais d'un émiettement général : l'Allemagne, surpuissance industrielle dominante, le Royaume-Uni, en cours de sortie, la Pologne et la Hongrie, entrées en dissidence, l'Italie rebelle, la France gravement affaiblie... L'Europe ne semble pas en mesure de parler d'une seule voix et de manière efficace pour défendre ses intérêts sur les grands dossiers planétaires. Que pèse-t-elle dans la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, ou bien sur la politique américaine de sanctions économiques contre l'Iran ? Au cours de la crise migratoire européenne de 2015 et 2016, elle n'a pas su trouver de réponse commune appropriée, ni pour lutter contre les filières criminelles ni pour protéger le droit d'asile. Chaque pays a tenté de s'en sortir individuellement en rétablissant ses contrôles aux frontières internes à l'encontre de la logique de Schengen mais rien n'a été réglé sur le fond. Or, l'unité politique de l'Europe est une nécessité impérieuse pour relever les grands défis planétaires, notamment accompagner le développement économique et social de l'Afrique afin de maîtriser les mouvements migratoires à venir. Il faudrait tout remettre à plat dans le cadre d'une conférence, incluant bien entendu le Royaume-Uni dont la place, sur les plans historique, géographique, culturel, stratégique, est à l'intérieur de l'Europe. Mais la volonté comme la vision historique manquent cruellement aux dirigeants Européens qui vivent sur le court terme.